

- 1) le certificat ne sert pas à la transmission des extraits de compte des salariés par les employeurs à l'administration des contributions directes, cette transmission ne peut se faire que par voie électronique
- 2) indiquer toutes rémunérations en espèces ou en nature, y compris les indemnités pécuniaires de maladie avancées pour compte de la Caisse Nationale de Santé, les gratifications et autres rémunérations non périodiques, l'avantage fiscal de l'économie et de la bonification d'intérêts, l'avantage fiscal de la mise à la disposition d'une voiture de service, etc.
- 3) indiquer séparément en signalant par des lettres:
 - S = salaire (sont à inclure également les heures supplémentaires, les indemnités de chômage, les avantages en nature, les rémunérations non-périodiques sauf celles mentionnées séparément sous le point A), les rémunérations des apprentis, étudiants et stagiaires et tout autre type de salaire brut, pour lequel aucune exemption ou aucun régime d'imposition spécial n'est applicable),
 - C = cotisation de sécurité sociale complémentaire,
 - R = rappels d'années antérieures,
 - P = pension.
- 4) autres (à spécifier) :
 - Économie ou bonification d'intérêts,
 - Indemnité de départ (Art. 115 9a L.I.R.),
 - Indemnité de départ (Art. 115 n°9b), c), d) et n°10a) et b) L.I.R.),
 - Jetons de présence,
 - Salaire occasionnel,
 - Salaire agricole et forestier occasionnel,
 - Rémunération provenant d'activités bénévoles.
- 5) part de l'assuré, les cotisations pour l'assurance dépendance non comprises.
- 6) déduction inscrite sur la fiche de retenue pour frais de déplacement (FD), frais d'obtention (FO), forfait pour frais d'obtention (FFO), dépenses spéciales (DS), forfait pour dépenses spéciales (FDS), charges extraordinaires (CE), abattement conjoint (AC) ou régime complémentaire de pension (LRCP).
- 7) cocher, si oui ou non, il y a eu, au courant de l'année, une ou plusieurs interruptions de travail pour maladie. Cette rubrique ne s'applique pas aux employeurs qui ont liquidé eux-mêmes les indemnités pécuniaires de maladie, pour autant que ces indemnités sont comprises sub. A).
- 8) cocher la case correspondant à la mention utile.
- 9) indiquer les autres exemptions selon l'article 115 L.I.R. de la manière suivante :
 - Indemnité de départ (Art. 115, n° 9. a) L.I.R.),
 - Indemnité de départ (Art. 115, n° 9 b), c), d) et n° 10 a) et b) L.I.R.),
 - Main-d'œuvre agricole ou forestière,
 - Cadeaux annuels,
 - Économie ou bonification d'intérêts,
 - Revenu non-imposable au Luxembourg (Art. 115, n° 23 L.I.R.)
 - Indemnités fonctionnaires et agents de l'État.